

Renforcer l'islam pour contrer l'islamisme ?

Article rédigé par *Causeur*, le 06 octobre 2020

Source [Causeur] Une tribune libre de Nicolas Bay (RN), député français au Parlement européen, vice-président du groupe « Identité et Démocratie ».

Les annonces d'Emmanuel Macron contre « les séparatismes », en réalité exclusivement contre le « séparatisme islamiste » comme il l'a reconnu lui-même lors de sa conférence de presse, ne sont pas anodines. On aurait tort de les traiter par le mépris et de n'en discuter que les détails de mise en œuvre. L'essentiel se situe malheureusement dans l'acceptation et la promotion d'une société multiculturelle qui n'aurait plus de France que le nom. Loin de défendre l'idée républicaine française, c'est un accommodement à l'anglo-saxonne que le président de la République souhaite mettre en place rapidement.

Partant du fait, réel mais récent, que « *des civilisations cohabitent sur notre sol compte tenu de ce qu'est aujourd'hui le peuple français* », mêlant ainsi au passage naturalisés anciens, récents et, dans son esprit, les étrangers naturalisables à terme, Emmanuel Macron en tire des conclusions qui vont bouleverser en profondeur notre pays. Quand il décrète qu'il veut que la France « *devienne un pays d'excellence dans l'étude des civilisations musulmanes* », quand il décide que la langue arabe doit être enseignée massivement parce que l'arabe est « *la richesse* » de « *nos enfants, de leurs familles* » et qu'il convient de « *la reconnaître et de l'exalter* », Emmanuel Macron semble sincèrement persuadé de combattre le « séparatisme ». Comme Gribouille se jetant à l'eau pour ne pas être mouillé par la pluie, il pense donc combattre l'islamisme en islamisant. Car il faut rappeler que l'arabe est la langue du Coran et de l'islam comme le latin a été celle de la Chrétienté occidentale durant des siècles.

Reconnaître que l'arabe – ou le wolof – est une langue que notre pays doit exalter au nom de la République, ce n'est pas combattre le séparatisme, mais entretenir le communautarisme, et donc armer mentalement les « séparatistes », renforcer ce qu'ils croient être leur légitimité. C'est aussi faire de l'intégration à l'envers.

Emmanuel Macron ne compte pas s'en tenir là. Il entend changer notre perception du passé, le défranciser afin de le rendre compatible avec les vagues migratoires arrivées, en partance ou à venir. Plusieurs éléments de son discours le prouvent. D'abord, sa volonté d'insister sur le passé : « *Nous sommes un pays qui a un passé colonial (...) avec des faits fondateurs de notre psyché collective* ». Pour la pensée présidentielle, ce passé divise, il oppose deux mémoires nationales, celle des Français, celles des peuples colonisés. Or, nombre de descendants de ces peuples sont installés chez nous, bien souvent naturalisés. Pour Emmanuel Macron, la synthèse de ces deux mémoires ne peut se faire qu'au prix de concessions, de ce qu'il appelle « *faire un pas l'un vers l'autre* ». Et qu'importe qu'une seule partie, la française, fasse ce pas. Ce pas, c'est pour le président à l'école de la République de le franchir. La France n'existe plus dans ce contexte que comme un passé à dépasser, au risque de le dénaturer.

Dans ce contexte, les mesures concrètes contre l'islamisme comme le (trop faible) renforcement de la neutralité du service public ne peuvent être décisives. Elles ne sont que des réactions ponctuelles face à une offensive qui ne sera nullement gênée et contournera en s'adaptant. Elles frapperont, en revanche, des

personnes étrangères à l'islamisme, notamment des familles d'autres confessions ou agnostiques, ayant fait le choix de l'école à la maison.

Retrouvez l'intégralité de l'article [en cliquant ici](#)